



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale

Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« Défrichement de la parcelle AR 0050 »
sur la commune de Fournols (département du Puy-de-Dôme)**

Décision n° 2020-ARA-KKP-2392

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté n° 2019-338 du 31 décembre 2019 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté n° DREAL-SG-2020-01-20-08 du 20 janvier 2020 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2020-ARA-KKP-2392 déposée complète par Mr Christian Gomichon le 22 janvier 2020 et publiée sur Internet ;

VU les contributions de l'agence régionale de santé et de la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme respectivement en date du 24 janvier et du 12 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en un défrichement d'une surface de 7 960 m² située sur la parcelle cadastrée n° AR 0050 de la commune de Fournols (63) pour conversion en prairie naturelle avec pâturage extensif ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté relève ainsi de la rubrique 47. a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la parcelle concernée est actuellement occupée par une plantation mono-spécifique d'épicéas dense et non entretenue, ne présentant pas d'enjeu écologique notable ;

CONSIDÉRANT que la moitié de la parcelle située en bordure de la rivière est concernée par une zone humide identifiée dans l'étude d'inventaire réalisée dans le cadre du contrat territorial Dore amont ;

CONSIDÉRANT que la rivière bordant la parcelle est incluse dans le site Natura 2000 « Rivières à moules perlières du Bassin de la Dolore » ;

CONSIDÉRANT que le projet de défrichement permettra, grâce à la suppression des résineux, de restaurer les fonctionnalités de la zone humide et sera bénéfique à la biodiversité locale (remise en lumière des moules perlières installées en pied de berges) ;

CONSIDÉRANT que le projet pourra permettre, à terme, la reprise de la divagation du cours d'eau ;

CONSIDÉRANT enfin que les travaux seront réalisés en concertation avec le Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne, animateur du site Natura 2000, et la Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme ;

CONSIDÉRANT ainsi que, de par sa nature et sa localisation, le projet n'est pas susceptible de générer, en phase travaux comme lors de son exploitation, des impacts notables sur l'environnement ;

CONCLUANT au regard de ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de défrichement d'une surface de 7 960 m² située sur la parcelle cadastrée n° AR 0050 de la commune de Fournols (63) pour conversion en prairie naturelle avec pâturage extensif, objet de la demande n° 2019-ARA-KKP-2392 présentée par Mr Christian Gomichon, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 14 février 2020

Pour le préfet et par subdélégation,
la responsable du pôle autorité environnementale


Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03